

LANGUES AFRICAINES COMME FACTEURS DU DÉVELOPPEMENT: UNE RÉFLEXION PARTANT DE LA «CRISE ANGLOPHONE» AU CAMEROUN

Paul TAMMI

Université de Yaoundé I, Cameroun

paultammi9@mail.com

Résumé : Pendant ces quelques dernières décennies, le continent africain en général et le Cameroun en particulier, est plongé dans une crise identitaire menaçant *ipso facto*, son vivre ensemble harmonieux et son aspiration à l'unité et au développement. Cette crise identitaire dont est victime le continent noir est en majeure partie causée par la dévalorisation des langues africaines par les Africains eux-mêmes au profit des langues héritées de la colonisation (français, anglais, espagnol, portugais, etc.). Elle a pour conséquence la discrimination sociale, les conflits intercommunautaires, la désunion entre les Africains, l'exclusion, la fragilisation des Etats africains, etc. Aujourd'hui, le développement du continent noir passe par une revalorisation des langues africaines, véritable levier de l'union africaine en générale et de l'unité nationale camerounaise en particulier. Car elles permettent le renforcement du vivre-ensemble harmonieux, la cohésion et la construction effective de l'idéal africain de développement.

Mots clés : Langue africaine, développement, Crise anglophone.

AFRICAN LANGUAGES AS FACTORS OF DEVELOPMENT : A REFLECTION STARTING FROM THE "ANGLOPHONE CRISIS" IN CAMEROON

Abstract: For the few decades, the African continent in general and Cameroon in particular has been plunged into an identity crisis threatening *ipso facto* its harmonious living together and its aspiration to unity and development. This identity crisis of which the black continent is a victim is mainly caused by the devaluation of African languages by Africans themselves to the benefit of foreign languages inherited from colonisation (French, English, Spanish, Portuguese, etc.). this crisis has as immediate consequences social discrimination, inter-community conflicts, desunity among Africans, exclusion, the weakening of african states, the inadequacy between african educational systems and African socio-political and economic realities, etc. Today, the development of the African continent depends on the revalorization of African languages, a powerful lever for the African Union in general and the Cameroon Union in particular. For the allow the strengthening oh harmonious living together, social cohesion and effective construction of the African ideal of development.

Keys words: African languages, development, anglophone crisis.

Introduction

Articuler langues africaines et développement aujourd'hui ne va pas de soi. En effet, après l'obtention des indépendances de presque tous les pays du continent africain vers les années 60, ces derniers se sont fixé pour objectif commun, la reconstruction de l'identité culturelle africaine afin d'installer les rails du développement. C'est ainsi que les auteurs tels que Kwame Nkrumah (*Le consciencisme*), Aimé Césaire, Ebénézer Njoh-Mouellé (*De la médiocrité à l'excellence*), Léopold Sédar Senghor, (*Négritude et humanisme*), Julius K. Nyerere (*Socialisme...*), etc. se sont donnés bec et ongle, à travers leurs multiples ouvrages respectifs, à conceptualiser le développement de l'Afrique. C'est dans ce sens, et pour des besoins d'ordres politiques et administratives, que la plus part des Etats africains nouvellement indépendants ont opté aveuglement pour l'officialisation des langues étrangères héritées de la colonisation telles que le français, l'anglais, l'espagnol, le portugais, etc., décrétant ainsi la « mort des langues » autochtones. C'est le cas du Cameroun avec le français et l'anglais. 60 ans après les indépendances, les conséquences de l'oubli ou de la mort partielle des langues africaines se font ressentir à travers des conflits comme c'est le cas de la crise dite « anglophone » au Cameroun. Face à cette crise identitaire, les langues africaines deviennent une urgence. De ce fait, qu'est-ce que la crise anglophone et quelle est son origine ? Quelle est la place ou l'importance des langues africaines dans la reconstruction identitaire et le développement du continent noir en général et du Cameroun en particulier ? Comment sortir de cette apocalypse linguistique pour revivre un patriotisme culturel africain aujourd'hui ? Pour répondre à ces multiples questions, nous partirons d'abord de la crise anglophone, puis montrer son impact négative dans la consolidation de l'unité nationale des populations camerounaises, enfin, montrer la nécessité des langues africaines dans la reconstruction de l'idéal de développement africain.

Sur l'état de la question de la crise dite « anglophone » au Cameroun et l'urgence des langues africaines

« Pourquoi mendions-nous les langues étrangères, comme si nous avons honte d'user de la notre ? » Bellay cité par H. Tourneux (2008, p. 8.). Ce cri de détresse est d'une importance capitale pour situer la place des langues africaines faces aux défis néocolonialistes dont est victime le continent noir en général et le Cameroun en particulier. Pour comprendre la crise dite « anglophone », il faut une remontée dans l'histoire coloniale du Cameroun.

1- Origine historico-linguistique de la crise anglophone

A titre de rappel, il ne s'agit nullement ici de retracer de fond en comble l'histoire du Cameroun, car cela nécessiterait à lui seul un ouvrage. Il s'agit de démontrer, à partir

de la crise anglophone, l'urgence des langues africaines dans le développement des Etats africains aujourd'hui en général et celui du Cameroun en particulier. En effet, composée de deux mots : « crise » qui signifie « malaise » ou « tension » et « Anglophone » qui est un adjectif dérivé du nom anglais qualifiant une personne ou un groupe de personnes, un pays, une région ou un continent qui parle l'anglais, « Anglophone crisis » encore appelée crise anglophone est donc un conflit civil ou une manifestation violente qui a commencé depuis octobre 2016 et qui oppose les séparatistes sécessionnistes anglophones du Cameroun qui réclament une république d' « ambazonie », aux défenseurs des institutions de la république du Cameroun.

2- L'origine de cette crise remonte à l'époque coloniale.

En effet, la première guerre mondiale qui débuta le 3 Août 1914 fini par la capitulation de l'Allemagne au Cameroun en 1916. Le territoire camerounais, autrefois protectorat allemand fut placé sous mandat de la Société des Nations (SDN), après le traité de Versailles le 26 juin 1919. Cette instance destinée à accompagner les Etats africains vers leurs indépendances, confia l'administration du Cameroun à la France et l'Angleterre⁴⁵. Après la sortie d'une longue guerre (la deuxième guerre mondiale), la Société des Nations (SDN) fut remplacée par l'ONU (l'Organisation des Nations Unies) dont l'objectif principal était de faire aboutir les territoires placés jadis sous mandat de la SDN, à l'indépendance. Le Cameroun fut placé sous la tutelle de l'ONU. Cette instance confia l'administration tutélaire du Cameroun à la France qui occupe le 4/5 du pays et l'Angleterre qui occupe le 1/5 du territoire.

Après l'obtention de l'indépendance de la partie française du Cameroun en 1960, suivie de l'indépendance du Cameroun britannique en 1961, les deux parties du Cameroun se réunissent en un seul bloc le 1^{er} Octobre 1961 : c'est la naissance de la république fédérale du Cameroun avec pour langues officielles le français et l'anglais. C'est ainsi que les langues autochtones du Cameroun furent oubliées au profit des langues étrangères héritées de la colonisation. Ce fédéralisme qui s'achève avec la naissance d'un Etat unitaire en 1972 est caractérisé par la dotation d'une seule assemblée nationale et la centralisation du pouvoir à Yaoundé. C'est cette mal gérance de la diversité linguistique du passé de la part des dirigeants camerounais qui a dégénéré en crise anglophone, donc à la division (du moins virtuellement) du Cameroun aujourd'hui.

3- Les langues étrangères sources de division

⁴⁵ Le Cameroun oriental sous l'administration française et le Cameroun occidental placé sous l'administration anglaise.

Dans son *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* A. Lalande (2010, p. 554) définit la langue comme un « système d'expression verbal de la pensée comportant un vocabulaire et une grammaire définis, relativement fixes, constituant une institution sociale durable, qui s'impose aux habitants d'un pays, et demeure presque complètement indépendante de leur volonté individuelle ». « Le Cameroun est un et indivisible », tel est le slogan politique de l'actuel président camerounais son excellence Paul Biya, pour témoigner et renouveler le sentiment du vivre-ensemble des camerounais et leur attachement à l'unité nationale malgré la diversité linguistique et culturelle qui les caractérise. Cependant, cette unité est menacée à cause des langues officielles (anglais et français), qui, en réalité, ne sont nullement des langues propres aux peuples camerounais.

En effet, pour les « anglophones », la centralisation du pouvoir institutionnel à Yaoundé la capitale en 1972 a limité leur accès à la sphère politique et à la prise de décision d'importance nationale. Cette prétendue exclusion des anglophones de l'échiquier politique, a conduit au soulèvement. C'est ainsi que le 1^{er} octobre 2017, soit un an après le début de la crise, les deux régions anglophones du Cameroun à savoir le Nord-Ouest et le Sud-Ouest s'autoproclament une république fédérale d'ambazonie⁴⁶ avec pour langue officielle l'anglais. Cette proclamation de la république virtuelle d'ambazonie a plongé le pays dans un chaos total.

Comme le témoigne J. Keutcheu (2021). p. 7) « c'est par l'irruption de la colère des avocats anglophones dans l'espace public que le problème anglophone refait surface au Cameroun : le 11 octobre 2016 est déclenchée une grève des avocats anglophones suivie de manifestations de rue dans les principales villes des deux régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ». Ces mouvements sécessionnistes sont menés « par la Fako Lawyers Association (FAKLA), la Meme Lawyers Association (MELA), la North West Lawyers Association (NOWELA) et la Manyu Lawyers Association (MALA) » (Dobry 1986, 144). Ces groupes d'avocats de deux régions anglophones du Cameroun (nord-ouest et sud-ouest) s'insurgent « contre la non-translation de lois et de documents juridiques en anglais au moment de leur publication (Code pénal et Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) et la nomination dans les deux régions anglophones de magistrats qui ne maîtrisent ni la langue anglaise, ni la tradition juridique de la Common Law qui y est en vigueur » (Dobry 1986, 144). Ces soulèvements sporadiques des anglophones séparatistes a impacté négativement le vivre-ensemble et l'unité du Cameroun.

En effet, depuis le déclenchement de cette crise en octobre 2016, on note des conséquences négatives considérables tant sur le plan politique, économique que

⁴⁶ Le terme d'Amazonie utilisée aujourd'hui par les séparatistes sécessionnistes anglophones pour désigner la république virtuelle des deux régions anglophones du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest), était un terme jadis utilisé pour désigner l'Etat du Cameroun méridional. Il tire son origine de la baie d'ambas pour dissocier le Cameroun britannique d'avec la province occidentale du Cameroun.

socioculturel. D'abord, selon les estimations de l'International Crisis Group (ICG) environ 3000 personnes ont été tuées parmi lesquelles plus de 870 civils, selon le décompte réalisé par Armed Conflict Location. En outre, à en croire l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Cameroun a enregistré plus de 700000 de déplacés qui se sont réfugiés à l'extérieur du pays (au Nigeria) et dans les 8 autres régions du Cameroun. En plus, selon le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), 80% des établissements scolaires ont été fermés dans les deux régions anglophones du pays à savoir le Sud-ouest et le Nord-Ouest. Enfin, environ 238 villages attaqués et d'autres complètement brûlés par les séparatistes sécessionnistes. Cette vision identitaire macabre a conduit les autorités camerounaises à proposer des pistes de solutions.

4- Les autorités camerounaises face à la crise anglophone

Pour remédier au problème de la crise anglophone, plusieurs solutions ont été proposées par l'Etat camerounais à savoir la nécessité de la tenue urgente d'un dialogue national. En effet, deux semaine après la demande urgente du président de la république du Cameroun son excellence Paul Biya, du lundi 30 septembre au 4 octobre 2019, un dialogue national s'est tenu au palais de congrès de Yaoundé la capitale politique du Cameroun. L'ordre du jour a porté sur la résolution de la crise anglophone.

C'est ainsi que fut créée le 23 janvier 2017 une commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (CNPBM) dirigé par Peter Mafany Musongue, ex-premier ministre du Cameroun par ailleurs, grand chancelier des ordres nationaux. Cette commission, loin de promouvoir l'officialisation des langues nationales camerounaises, a malheureusement sombré dans la déification habituelle du bilinguisme, donc de l'anglais et du français.

Toutefois les Africains en général et les Camerounais en particulier doivent-ils nécessairement passer par une langue étrangère (coloniale) pour se développer aujourd'hui ? Comme l'affirme Sanogo (cité par H. Tourneux, 2008) « Les langues africaines⁴⁷ sont-elles un obstacle à l'union et à l'intégration du continent africain ? En d'autres termes, « l'Afrique a-t-elle besoin des langues internationales pour réaliser son intégration ? » Absolument non. « Aucun pays au monde ne s'est développé sur un socle socio-culturel et linguistique exogène. L'exception à cette règle ne saurait venir de l'Afrique, on se l'imagine », affirme O. Zambo (2016). D'où la nécessité des langues africaines aujourd'hui.

⁴⁷ Nous désignons par langues africaines ici les langues d'origines africaines par oppositions aux langues occidentales.

5- La nécessité des langues africaines aujourd'hui

« Les Africains seraient-ils maudits comme l'attestent le passage biblique de l'ancien testament selon lequel « les descendants de HAM seraient maudits » ?, come l'affirme R. K. Kwa (2012). La valorisation des langues officielles étrangères au détriment des langues africaines est un suicide national, voire continental. Comme l'affirme H. Tourneux (2008, p. 8.): « [...] il n'y a pas de différence de nature entre les langues ; il n'y a pas qui soit plus faibles, et d'autres mieux faites pour exprimer la pensée ». Autrement dit, « toutes les langues peuvent servir au développement. Les langues africaines ne sauraient faire l'exception » V. Eloundou (2022).

5.1. Langue et unité nationale

L'unité d'un peuple, d'une nation ou d'un continent basée sur les langues officielles d'origines étrangères est précaire. Et il n'y a pas non plus de développement dans la division. Si les camerounais avaient officialisé leurs propres langues d'origine, il n'y aurait pas eu certainement de crise anglophone. Le Cameroun compte entre 250-300 langues, dont aucune d'elles n'est utilisée dans l'administration publique du pays, ni dans les medias encore moins dans l'enseignement de base, secondaire ou supérieur (à quelques exceptions prêt).

Pourquoi au nom d'une langue d'origine étrangère, certains citoyens camerounais (les anglophones) se sentent étrangers⁴⁸ dans leur propre pays ? Aujourd'hui, au nom des langues européennes (français et anglais), les africains en général et les camerounais en particulier se jettent des anathèmes. La paix, le vivre-ensemble harmonieux et l'unité des peuples camerounais en particulier et des peuples africains en général ne peuvent se fonder et se solidifier sur le patrimoine culturel étranger. Suivant cette logique de pensée, la langue nationale est un moyen de renforcement de l'unité nationale d'un pays et un moyen de rapprochement entre les individus ayant les mêmes souvenirs historiques. Car, c'est à travers la langue africaine que l'union africaine tant recherchée par les intellectuels africains peut se réaliser pleinement. Elle permet au peuple africain en général et le peuple camerounais en particulier de se reconnaître et de bâtir leur propre vision du monde basée sur leurs propres réalités socio-politiques et culturelles.

L'officialisation des langues nationales d'origines africaines⁴⁹ est un préalable à l'unité des peuples africains, donc au développement. Car elles (langues africaines) constituent un véritable dépassement du paradigme colonialiste et pos-colonialiste qui consiste à diviser l'Afrique pour mieux la dominer⁵⁰. Ainsi, comme le réitère Sanogo

⁴⁸ A en croire séparatistes sécessionnistes, les anglophones qui représentent le 20% de la population camerounaise sont marginalisés par les francophone qui représentent 80% et ne sont pas impliqués dans la politique du pays.

⁴⁹ Le continent africain compte environs 2000 langues maternelles réparties à travers le 54 Etats.

⁵⁰ En effet selon l'article 25 et 26 de la charte de l'impérialisme, il est écrit respectivement comme suit:
« Notre devoir est de maintenir l'Afrique et d'autres pays du monde dans le sous-développement, la

(p. 20). « si, depuis les travaux de Sapir et Whorf, il est admis au sein de la communauté scientifique que la langue façonne la manière de voir, de traduire l'organisation du monde », alors l'utilisation des langues étrangères par les africains détourne leur vision du monde. C'est pourquoi, en plus de l'unité nationale, la langue africaine doit permettre le renforcement de la cohésion sociale en Afrique.

5.2. Langue et renforcement de la cohésion sociale

Selon Piehop (2020, 35-62) : « Les politiques linguistiques et culturelles héritées de la colonisation servent à mieux aliéner les peuples camerounais pour en faire de ces derniers « des blancs à peau noire ». En effet, le Cameroun compte environs 250-300 langues maternelles, mais aucune de ces dernières n'est officialisée. Les langues officielles c'est-à-dire, les langues que l'« Etat [Camerounais] utilise pour l'ensemble de son fonctionnement aux différents niveaux (administration, justice, armée, éducation, activités nationales et internationales » sont des langues étrangères héritées de la colonisation, selon Adopo (cité par J. Ethé 2013, pp. 167-179.). Cette dialectisation camerounaise des langues étrangères fragilise la promotion de la cohésion sociale entre les populations camerounaises.

En outre, l'inégalité visible entre les langues africaines et les langues coloniales met en péril la paix sociale. Car « si le français, notamment, permet indéniablement une ouverture à l'international il est aussi, localement, facteur de l'exclusion d'une grande partie des potentialités humaines dans les pays d'Afrique dite « francophone », affirme H. Tourneux (2008, p. 15). C'est la raison pour laquelle renchérit l'auteur (p. 15) « la politique linguistique panafricaine doit être réfléchie dans le contexte de la mondialisation », afin de raviver les valeurs culturelles africaines et le vire-ensemble harmonieux.

5.3 Langue africaine et développement du secteur éducatif

L'éducation est le socle du développement d'un individu ou d'un groupe, d'un pays ou d'un continent. Les langues étrangères héritées de la colonisation, constituent l'un des obstacles majeurs pour le développement du secteur éducatif en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Autrement dit, dans un pays comme le nôtre où les systèmes éducatifs sont calqués sur les modèles occidentaux, il est difficile voire impossible d'amorcer les rails du développement. Car, ces langues ne reflètent nullement l'identité camerounaise en particulier et l'identité africaine en général, et par conséquent ne contribuent pas au développement sociopolitique et culturel du Cameroun.

En outre, la réalisation effective d'un projet étatique du développement n'est possible que si et seulement si elle s'appuie sur les langues des populations autochtones. En

misère, la division, les guerres, le chaos pour bien les dominer, les exploiter et les piller à travers les « missions » de « Nations-Unies ». « Notre règle d'or est la liquidation physique des leaders et dirigeants nationalistes du tiers-mondes ».

effet, comme le témoigne M. Diki-Kidiri (p. 135), l' « incohérence dans l'élaboration et éventuellement dans la perception du message vient de la distorsion entre les conceptions des responsables de projet et la norme traditionnelle de la société qui façonne le système de pensée des acteurs de base ». Dans ce sens, l'échec des projets camerounais de développement peut se justifier en partie par la rareté d'implication des populations locales sous-scolarisées dans la prise de décision d'importance nationale. Cette « dépendance communicationnelle », pour emprunter ces termes chers à M. Diki-Kidiri, causée par le mépris vis-à-vis des langues d'origines africaines limite la participation des « sans voix » à la vie politique.

Ainsi, l'officialisation des langues autochtones est une urgence et une nécessité de premier ordre. Car, selon N. N. Musanji (1981, 281), « (...) avoir une politique linguistique, c'est d'abord prendre conscience que la langue est un fait de culture et un facteur de développement économique et social tout à fait primordial. C'est ensuite chercher à harmoniser les objectifs de communication et d'éducation en langues nationales avec le projet générale de développement ». Lequel développement s'obtient par la souveraineté des Etats africains.

6- Langue africaine et souveraineté

La souveraineté est la situation d'un peuple, d'un pays ou d'un continent qui n'est soumis à aucun pays ou à continent. Autrement dit, la souveraineté consiste à exercer pleinement ses pouvoirs sans s'en rendre compte à personne. La langue africaine contribue à la souveraineté des Etats africains à travers la consolidation de l'identité africaine.

6.1 Langue : une expression de l'identité

Selon le dictionnaire français le Robert, l'identité est « ce qui permet de reconnaître une personne parmi toutes les autres ». C'est l'âme d'un peuple. Cette âme est incarnée par la culture. Et la culture est, selon M. Diki-Kidiri (cité par E. Segnou, 2015, 121) « l'ensemble des expériences vécues, des connaissances générées et des activités menées dans un même lieu et à une même époque par une personne humaine individuel ou communautaire, et qui lui servent à construire son identité » la langue fait partie de la culture. Selon R. K. Kwa (2012) « Tous les principaux groupements historiques dans le monde sont attentifs et estiment leur patrimoine. Fait remarquable, à l'exception des africains, aucun des peuples colonisés par l'Europe n'a cédé sur le plan au point de paganiser ses croyances et les rituels religieux et traditionnels ; bref, déclarer que les traditions religieuses de ses ancêtres sont détestables. »

En effet, aujourd'hui, après 60 ans d'indépendance, les Etats africains sont encore sous la domination des grandes puissances occidentales. Cette domination néocolonialiste est en partie justifiée par ce qu'Etienne Segnou appelle « l'inconfort linguistique ».

Comme l'affirme, Léopold Sédar Senghor en 1959 « (...) la grandeur de la France ce n'est ni l'économie, ni la monnaie, ni l'armée, ou la bombe atomique... La grandeur de la France, c'est sa culture ». Suivant cette logique senghorienne, la défense collective de l'Afrique contre le néocolonialisme aujourd'hui passe inéluctablement par la valorisation et l'officialisation des langues africaines. Autrement dit, la souveraineté des Etats africains en général, et celle du Cameroun en particulier est dépendante de la valorisation de ses langues maternelles d'origine africaine. Car, comme le témoigne V. Eloundou (2022) on ne peut prétendre « être maître de son destin si l'outil qui permet de s'exprimer est celui de l'autre et que cet autre dicte tout (de la norme linguistique jusqu'aux prix d'achat et de vente des biens de consommation) »

En fin, « les africains doivent se convaincre qu'ils ne seront jamais africains s'ils ne parlent pas dans leurs langues maternelles, s'ils ne se scolarisent pas dans leurs langues maternelles, s'ils ne pensent pas dans leurs langues maternelles », comme le témoigne à suffisance Owono Zambo (2016). Autrement dit, il n'y a pas de développement possible *ex-nihilo*, c'est-à-dire sans considération véritable de son identité. C'est la raison pour laquelle renchérit R. K. Kwa : « Le développement et l'usage des langues africaines pour toutes les transactions sociales y compris l'éducation est le seul moyen d'assurer l'émancipation culturelle des masses en Afrique ».

6.2 Langue africaine et bonne gouvernance

L'utilisation des langues officielles étrangères impacte négativement la bonne gouvernance d'un pays. La crise anglophone en est une belle illustration. En effet, avec une population estimée à 23 millions d'habitants, le Cameroun (à titre de rappel) compte environs 250-300 langues réparties en quatre grands groupes : les langues afro-asiatiques, nigéro-congolaises, nilo-sahariennes et bantous. Selon V. Eloundou (2022), « 70% des populations [camerounaises] sont exclues du débat public, faute de pratiquer la langue officielle ». Une telle situation rend difficile la bonne gouvernance. En effet, dans un pays démocratique⁵¹ comme le Cameroun où le pouvoir est détenu par le peuple, comment ce dernier peut valablement participer dans la prise des décisions d'importance nationale « si la vie politique se passe dans les langues européennes que comprennent et pratique moins de 30% de la population » ? En outre, poursuit V. Eloundou (2022): « comment négocier des contrats justes et équitables quand on maîtrise mal la langue de l'interlocuteur et quand le rapport à cette langue est celui d'un assujettissement ? » Ces multiples interrogations attestent à suffisance la nécessité des langues africaines dans l'élaboration et la consolidation de la politique

⁵¹ Démocratie au sens où la souveraineté revient au peuple. Elle signifie aussi le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

du développement des Etats africains en générale, et de l'Etat camerounais en particulier.

Dans ce sens, les langues africaines constituent un moyen véritable par lequel les populations peuvent exprimer leur point de vue dans la conception de la politique gouvernementale. C'est pourquoi les africains en général et les camerounais en particulier doivent procéder à une « désofficialisation » des langues étrangères afin de reofficialiser leurs propres langues d'origine. Cette revalorisation des langues africaines consiste P. Achard (1982, p. 422) à « reconnaître que l'Afrique n'est ni anglophone, ni francophone », afin de développer la science.

6.3 Langue et développement⁵² de la science

Selon le dictionnaire français *Le Robert*, la science est un « ensemble de connaissances d'une valeur universelle, portant sur les faits et relations véritables, selon des méthodes déterminées (observation, expérience ; hypothèses et déduction) ». Selon l'évolution historique des peuples, Aucun pays, aucun continent ne s'est développé sans la science. De même, selon R. K. Kwa (2012) « tous les peuples du monde se développent et évoluent sur la base de leur culture et de leur histoire (...) ». Autrement dit, « le fondement sur lequel repose et se développe la culture est la langue ». Et c'est dans et par « la langue que la créativité et les traditions novatrices de ses créateurs et utilisateurs sont institutionnalisées ; c'est dans la langue que s'effectuent les processus de production et de reproduction de la connaissance » R. K. Kwa (2012). Dans ce sens, « la langue [celle des Africains en général] étant notre premier système de représentation symbolique, il est clair qu'elle a son rôle à jouer dans la formation de nos structures cognitives et de notre rapport au monde », affirme Métangmotatou (cité par O. L. Adji et Haoua, 2021, pp. 131-151).

En outre, comme l'atteste V. eloundou (2022) « Comment s'étonner du retard en éducation, recherche et développement quand l'écolier apprend le b-a-ba du français à l'âge où l'écolier français apprend déjà le français ? » S'il n'existe pas, comme le témoigne H. Tourneux, (2008, p. 8.) « de différence de nature entre les langues ; il n'y a pas qui soit plus faibles, et d'autres mieux faites pour exprimer la pensée », alors, l'idéal du développement de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier ne peut se réaliser sans la reconsidération des cultures et donc des langues africaines. Ainsi le renchérit O. Zambo (2016) : « Le décollage de l'Afrique, si l'on est sérieux, ne peut se faire avec des langues et cultures autre. »

En fin, « il apparaît nettement que la science demeure l'apanage de toutes les langues naturelles. Les langues africaines tout comme les langues occidentales peuvent développer des terminologies scientifiques et techniques », C. R. Abolou,

⁵² Le développement ici peut être défini comme la situation d'un peuple ou d'un pays voire un continent qui satisfait les besoins fondamentaux.

(2011, pp. 21-38). C'est la raison pour laquelle conclut B. Bujo (2007, p.40-45) « si l'on veut faire progresser l'Afrique, il faudra tenir compte de sa culture et faire participer le peuple tout entier au processus de développement »

Conclusion

Il était question de situer la place des langues africaines dans le processus du développement de l'Afrique en partant de la crise anglophone au Cameroun. Il ressort après analyse, que la crise anglophone est la conséquence de l'oubli ou de la dévalorisation des langues d'origine africaine en général et des langues camerounaises au profit des langues occidentales héritées de la colonisation. Aujourd'hui, la valorisation et l'officialisation des langues africaines constituent un véritable socle de développement, car elles permettent la souveraineté effective des Etats africains en général et de l'Etat camerounais en particulier, la consolidation du patrimoine culturelle africaine, l'unification de l'Afrique, l'adaptation des systèmes éducatifs de Etats africains en rapport avec leurs réalités sociopolitiques et culturelles. Elles permettent également de lutter contre les crises identitaires et l'exclusion sociale. Enfin, les langues africaines constituent l'ossature de la cohésion sociale et du vivre-ensemble harmonieux et permettent de lutter efficacement contre le nouvel ordre mondial. Même si le défi actuel consiste en leur mode d'officialisation dans les Etats africains aujourd'hui.

Références bibliographiques

- Abwa Daniel, Cameroun : Histoire d'un nationalisme, Éditions CLE, Yaoundé, 2010.
- Abolou Camille Roger, « La bouche qui mange parle : langues, développement et interculturalité en Afrique noire », *L'anthropologie africaine*, Vol 15, Nos. 1&2, 2008, pp. 21-38, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2011 (ISSN 1024-0969).
- Achard, Pierre, « En finir avec la francophonie », *Tiers-Monde*, vol. 23, n°90, 1982, p. 422.
- Bujo, « Culture africaine et développement : un dialogue nécessaire, /3N° 28-29/ (2007, p.40-45) en ligne sur <https://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2007-3-page-40.htm>, consulté le 17-4-2022.
- Communication présentée à l'Organisation Régionale Africaine de la Conférence Syndicale Internationale (CSI-Afrique), Forum de la rentrée, Kisumu, au Kenya, du 23 au 27 Janvier 2012 par Rrah Kwesi Kwa du CASAS (Centre For

Advanced Studies of African Society), sur le thème « Culture, Langues Africaines, Renaissance et Développement »

Eloundou Eloundou Venant, Les langues nationales du Cameroun et le camfranglais au cœur des représentations glottophobes et glottophiles », <https://www.inst.at/trans/20/les-langues-nationales-du-cameroun-et-le-camfranglais-au-coeur-des-representations-glottophobes-glottophiles/> , mise en ligne le 3-22-2022, consulté le 17-4-2022.

Ethe Julia Ndibnu Messina, « Compétence initiales et transmission des langues secondes et étrangères au Cameroun », *Multilinguals*, 1 | 2013, pp. 105-119.

Ethé Julia Ndibnu Messina, « Le français et les langues nationales (LN) au Cameroun : quelques considérations pédagogiques », *Afrique des Grands Lacs*, n°2, 2013, pp. 167-179.

Keutcheu, J. (2021). La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun. *Politique et Sociétés*, 40(2), 3-26. <https://doi.org/10.7202/1077867ar> .

LALANDE André, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* (1926), collection « Quadrige », Paris, P.U.F, 2010 (3^e édition), p. 554.

Nwata Ngalasso, Situations et politiques linguistiques en Afrique centrale pour une nouvelle stratégie de promotion des langues africaines, in documents de la réunion des experts organisée par l'UNESCO⁵³ à Conakry du 21-25 septembre, 1981p. 281.

Ngalasso Nwata Musanji, Situations et politiques linguistiques en Afrique centrale pour une nouvelle stratégie de promotion des langues africaines, in documents de la réunion des experts organisée par l'UNESCO à Conakry du 21-25 septembre, 1981p. 281.

⁵³ Ce sigle signifie Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, créée le 16 novembre 1945 après les dégâts énormes causés par de première guerre mondiale et qui regroupe 193 Etats du monde. Elle a pour but principal l'éradication la pauvreté dans le monde et la promotion de la paix à travers la le dialogue interculturel.